

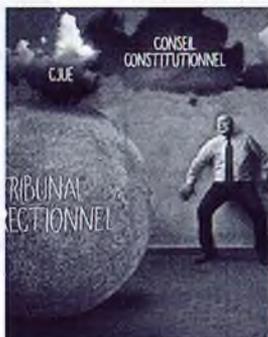
AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



- 189 Les chantiers de la Direction des affaires civiles et des grâces
Interview de Robert Gelli
- 191 L'affaire AZF entre impartialité et légalité !
Par Yves Mayaud
- 195 Exécution des peines : Le Conseil d'État, la norme pénitentiaire et le droit commun. Retour en arrière ?
Par Martine Herzog-Evans et Éric Péchillon

DALLOZ

165 **Éditorial**171 **Dossier** *NE BIS IN IDEM*

Ne bis in idem :
un tremblement de terre ?
par Critina Mauro172

Le principe *ne bis in idem* dans
la jurisprudence de la Cour
européenne des droits de l'homme
par Raphaële Parizot.....173

Le principe *ne bis in idem* dans
la jurisprudence de la CJUE
par Bernadette Aubert.....175

168 **Au fil du mois**

Le cumul des poursuites appréhendé
par le Conseil constitutionnel
par Jérôme Bossan 179

La décision du Conseil constitutionnel
du 18 mars 2015 : impacts et adaptations
envisageables
par Jérôme Lasserre Capdeville 182

Non bis in idem : les enjeux en matière fiscale
par Ludovic Ayrault..... 185

189 **Pratiques**

Les chantiers de la Direction des affaires civiles et des grâces
Interview de Robert Gelli189

191 **Jurisprudence**

CRIM. 13 JANVIER 2015, N° 12-87.059
L'affaire AZF entre impartialité et légalité !
par Yves Mayaud191

CE 18 FÉVRIER 2015, N° 375765
Exécution des peines : Le Conseil d'État, la norme pénitentiaire et le droit commun. Retour en arrière ?
Par Martine Herzog-Evans et Éric Péchillon.....195

Pénal général**PEINE**

Obligation pour les juges du fond de se prononcer sur
l'aménagement de la peine d'emprisonnement sans sursis retenue
Crim. 8 oct. 2014, n° 14-80.633 par Jérôme Lasserre Capdeville200

Constitutionnalité de la déchéance de nationalité
pour acte de terrorisme
Cons. const., 23 janv. 2015, n° 2014-439 par Céline Chassang..... 201

Infractions**DIFFAMATION**

Diffusion d'un tract et point de départ du délai de prescription
Crim. 28 déc. 2014, n° 13-86.303 par Nicolas Verty203

ÉTRANGER

L'immunité pénale relative aux actions humanitaires
et désintéressées en faveur d'un étranger en situation irrégulière
sous le contrôle de la Cour de cassation
Crim. 4 mars 2015, n° 13-87.185 par Ghislain Poissonnier.....204

MENACE

Secrètes menaces
Crim. 10 déc. 2014, n° 14-81.313 par Pierre de Combles de Nayves205

Procédure pénale**ACTION PUBLIQUE**

Champ d'application de l'exception préjudicielle
de l'article 6-1 du code de procédure pénale
Crim. 28 oct. 2014, n° 14-81.127 par Lionel Ascensi.....206

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

Chambre de l'instruction : l'impossible délégation
de la décision de mise en examen en cas d'évocation
Crim. 12 nov. 2014, n° 14-84.182 par Julie Gallois.....208

DÉTENTION PROVISOIRE

Bref (mais imprécis) délai pour statuer sur la détention provisoire
après cassation
Cons. const., 29 janv. 2015, n° 2014-446 par Jean-Baptiste Perrier209

DROITS DE LA DÉFENSE

Requalification par changement du procédé de
l'escroquerie : le respect dû aux droits de la défense
Crim. 22 oct. 2014, n° 13-93.901
par Caroline Renaud-Duparc.....211

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

Précisions sur le dessaisissement en cas de faits
d'une grande complexité
Crim. 8 oct. 2014, n° 14-86.646
par Jérôme Lasserre Capdeville.....212

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Absence d'impact sur le mandat d'arrêt européen de
l'éventuelle annulation des PV établis au cours de la
rétention judiciaire
Crim. 23 sept. 2014, n° 14-86.162
par Jérôme Lasserre Capdeville.....214

PRESSE

Limites de la purge des nullités de l'instruction
préparatoire en droit de la presse
Crim. 9 déc. 2014, n° 13-84.143
par Guillaume Royer..... 215

SAISIE

Formalisme de la demande en restitution de scellés
Crim. 28 oct. 2014, n° 14-84.796
par Guillaume Royer 216

Exécution des peines**PEINE**

L'insupportable article 730-2 (suite)
et son application immédiate en *pejus*
Crim. 15 oct. 2014, n° 13-80.378
par Martine Herzog-Evans 217

PRISON

Les obligations de l'État à l'égard des détenus handicapés
CEDH 19 févr. 2015, n° 10401/12
par Jean-Paul Céré 219

ACTION PUBLIQUE	EXCEPTION PRÉJUDICIELLE	
	■ Loyauté de la preuve.....	206
CHAMBRE DE L'INSTRUCTION	ÉVOCATION	
	■ Mise en examen.....	208
CORRUPTION	LÉGISLATION FRANÇAISE	
Actualité	■ Évaluation.....	168
DESTRUCTION – DÉGRADATION	OBLIGATION DE PRUDENCE	
Arrêt du mois	■ Support de l'obligation.....	191
DÉTENTION PROVISOIRE	DÉLAI POUR STATUER	
	■ Renvoi après cassation.....	209
DIFFAMATION	DÉLAI DE PRESCRIPTION	
	■ Point de départ.....	203
DROITS DE LA DÉFENSE	REQUALIFICATION	
	■ Élément constitutif de l'infraction.....	211
ÉTRANGER	ENTRAIDE DÉSINTÉRESSÉE	
	■ Immunité.....	204
INSTRUCTION PRÉPARATOIRE	DESSAISSEMENT	
	■ Faits d'une grande complexité.....	212
JUGEMENT	IMPARTIALITÉ	
Arrêt du mois	■ Doute raisonnable.....	191
JUSTICE	POLITIQUE CRIMINELLE	
Pratique	■ Direction des affaires criminelles et des grâces.....	189
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	ARRESTATION	
	■ Notification des droits.....	214
MENACE	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	
	■ Connaissance par la victime.....	205
NE BIS IN IDEM	SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES	
Dossier	■ Actualité de l'application du principe.....	172
Dossier	■ Enjeux en matière fiscale.....	185
Dossier	■ Impact pour les délits boursiers.....	182
Dossier	■ Jurisprudence de la CEDH.....	173
Dossier	■ Jurisprudence du Conseil constitutionnel.....	179
Dossier	■ Jurisprudence de la CJUE.....	175
PEINE	EMPRISONNEMENT	
	■ Motivation.....	200
PRESSE	LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
	■ Période probatoire.....	217
PRISON	INSTRUCTION	
Actualité	■ Purge des nullités.....	215
	CONTRÔLE GÉNÉRAL	
	■ Bilan 2014.....	169
	DÉTENU HANDICAPÉ	
	■ Conditions de détention.....	219
	SANCTION DISCIPLINAIRE	
	■ Règlement intérieur.....	195
	COPIE DE SCÉLLÉS	
Arrêt du mois	■ Formalisme.....	216
SAISIE	DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ	
	■ Constitutionnalité.....	201
TERRORISME		